

JOURNAL OFFICIEL

DU TERRITOIRE DU TOGO PLACÉ SOUS LE MANDAT DE LA FRANCE

PARAISANT LE 1^{er} ET LE 16 DE CHAQUE MOIS A LOMÉ

ABONNEMENTS

	UN AN	SIX MOIS
Togo, France et Colonies . . .	35 fr.	20 fr.
Stranger { Pays à demi-tarif . . .	50 fr.	30 fr.
{ Pays à plein tarif . . .	60 fr.	35 fr.

Prix du numéro { Au comptant, à l'imprimerie : 1, fr. 50
 { Par porteur ou par la poste.
 Togo, France et Colonies : 1, fr. 75
 { Etranger : Port en sus.

ABONNEMENTS ET ANNONCES

Pour les abonnements et annonces, s'adresser au Directeur de l'Ecole Professionnelle de la Mission Catholique de LOMÉ, TOGO. (A. O. F.)

Les abonnements sont payables d'avance.

ANNONCES ET AVIS DIVERS

La ligne	2 fr.
Minimum	10 fr.
La page	200 fr.
Chaque annonce répétée : moitié prix : minimum . . .	10 fr.

Ce tarif ne s'applique pas aux tableaux ni aux insertions faites en caractères plus petits que ceux du texte du Journal.

Pour les réclames, demandez le tarif spécial.

SOMMAIRE



PARTIE OFFICIELLE

ACTES DU POUVOIR CENTRAL

- Décret du 22 décembre 1934**, tendant à réprimer les délits d'espionnage au Togo. (Arrêté de promulgation du 8 mai 1935). 236
- Décret du 13 mars 1935**, modifiant le décret du 6 août 1921 relatif à l'organisation générale du personnel dans les trésoreries coloniales. (Arrêté de promulgation du 11 mai 1935). 239
- Décret du 18 mars 1935**, portant application aux colonies, protectorats et territoires sous mandat français autres que les Antilles, la Réunion, l'Indochine et l'Afrique occidentale française, de la loi du 31 mars 1926 sanctionnant pénalement le refus de payer la location d'une voiture de place. (Arrêté de promulgation du 24 avril 1935). 239
- Décret du 19 mars 1935**, portant extension à la magistrature coloniale des dispositions des décrets du 10 janvier 1935 (distinctions honorifiques et interventions). (Arrêté de promulgation du 25 avril 1935). 240
- Décret du 21 mars 1935**, rendant applicable la législation sur la caisse nationale d'assurance en cas de décès aux colonies autres que l'Afrique équatoriale française et les établissements français dans l'Inde, à l'Indochine au Togo et au Cameroun. (Arrêté de promulgation du 26 avril 1935). 242

Décret du 30 mars 1935, portant publication et mise en application de l'accord relatif à la prorogation des accords franco-allemands sur les paiements commerciaux en date des 28 juillet et 30 novembre 1934 signé à Paris le 30 mars 1935. (Arrêté de promulgation du 11 mai 1935). 242

Décret du 3 avril 1935, fixant le contingent de haricots originaires du Togo à admettre en franchise en France et en Algérie. (Arrêté de promulgation du 11 mai 1935). 243

Décret du 10 avril 1935, portant répression dans les colonies ou territoires sous mandat des provocations à résister à l'application des lois, décrets, règlements, ainsi que des atteintes au respect dû à l'autorité française. (Arrêté de promulgation du 11 mai 1935). 244

ACTES DU POUVOIR LOCAL

- Arrête du 17 novembre 1934**, réglementant la coupe des bois au Togo. 245
- Arrêté du 1^{er} mai 1935**, portant suppression de l'intervat d'Anécho. 247
- Décision du 29 avril 1935**, portant création d'un tarif de manutention sur le wharf. 247
- Actes divers concernant le personnel européen et le personnel indigène** 248
- Sociétés de prévoyance** 250
- Sous-ordonnateur** 250

Exequatur accordé au consul de Suisse résidant à Dakar	250
Domaines	250
Etat des mouvements de la navigation des ports de Lomé et d'Anécho pendant le mois d'avril 1935	252
Bulletin météorologique du mois de mars 1935.	254

PARTIE NON OFFICIELLE

Etude de M^e. Henri Patrault	256
Avis de perte de titre foncier	256
Annonces	256

PARTIE OFFICIELLE

ACTES DU POUVOIR CENTRAL

Délits d'espionnage

ARRETE N° 201 promulguant au Togo, le décret du 22 décembre 1934 tendant à réprimer les délits d'espionnage au Togo.

LE COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE,
OFFICIER DE LA LÉGION D'HONNEUR,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 22 décembre 1934 tendant à réprimer les délits d'espionnage au Togo;

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — Est promulgué dans le territoire du Togo placé sous le mandat de la France le décret du 22 décembre 1934 tendant à réprimer les délits d'espionnage au Togo.

ART. 2. — Le présent arrêté sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Porto-Novo, le 8 mai 1935.

BOURGINE.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Vu le mandat sur le Togo confirmé à la France le 20 juillet 1922 par le conseil de la Société des Nations en exécution des articles 22 et 119 du traité de Versailles du 28 juin 1919;

Vu les décrets des 23 mars 1921 et 21 février 1925 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 15 mai 1886 rendant applicable aux colonies la loi du 12 avril 1886 sur les pénalités contre l'espionnage;

Vu le décret du 22 mai 1924 rendant applicable au Togo la législation en vigueur en Afrique occidentale française;

Sur le rapport du ministre des colonies;

DECRETE :

ARTICLE PREMIER. — Sera puni d'un emprisonnement de deux ans à cinq ans et d'une amende de 100 francs à 5.000 francs :

1° — Tout individu qui aura livré ou communiqué, soit dans les pays sous mandat français soit en France ou dans les colonies françaises, soit en pays étranger, en tout ou en partie à une personne non qualifiée pour en prendre livraison ou connaissance, les objets matériels de défense terrestre ou maritime, plans, cartes, écrits, documents ou renseignements secrets d'ordre militaire, diplomatique ou économique, intéressant la défense du Territoire et qui lui auront été confiés ou dont il aura eu connaissance soit officiellement, soit en raison de son état, de sa profession ou d'une mission dont il aura été chargé.

2° — Tout individu qui, se trouvant dans l'un des cas prévus au paragraphe précédent, aura, sans autorisation de l'autorité compétente, par un procédé quelconque, en tout ou en partie, publié ou divulgué les objets, matériels de défense terrestre ou maritime, plans, cartes, écrits, documents, ainsi que les renseignements visés ci-dessus ou en aura pris une copie, un calque ou une photographie, publié ou divulgué des renseignements relatifs aux dits objets, matériels de défense terrestre ou maritime, plans, cartes, écrits ou documents.

Si les délits prévus aux deux paragraphes précédents sont commis soit par une personne servant ou ayant servi à quelque titre que ce soit dans les armées de terre, de mer ou de l'air, dans les formations de police et de milice; ou par un fonctionnaire public, agent ou préposé du gouvernement ou ancien fonctionnaire public, agent ou préposé du gouvernement auquel les dits objets, matériels de défense terrestre ou maritime, plans, cartes, écrits, documents ou renseignements ont été confiés ou qui en a eu connaissance en raison de sa fonction, l'amende pourra être portée à 10.000 francs.

ART. 2. — Sera puni d'un emprisonnement de un à cinq ans et d'une amende de 500 francs à 5.000 francs tout individu qui, sans se trouver dans les conditions prévues à l'article premier, se sera procuré les dits objets, matériels de défense terrestre ou maritime, plans, cartes, écrits, documents ou renseignements, ou en aura eu connaissance totale ou partielle, et les aura livrés ou communiqués, en tout ou en partie dans quelque pays que ce soit, à d'autres personnes non qualifiées à cet effet.

La divulgation, la publication ou la reproduction, à l'aide d'un procédé quelconque, par les individus visés au présent article, de tout ou partie des dits objets, matériels de défense terrestre ou maritime,

plans, cartes, écrits, documents ou renseignements, sans autorisation écrite de l'autorité compétente sera punie de la même peine.

ART. 3. — Sera puni d'un emprisonnement de six mois à trois ans et d'une amende de 300 francs à 3.000 francs tout individu qui, sans qualité pour en prendre livraison ou connaissance et sans justifier d'un motif légitime, se sera procuré, en tout ou en partie, les dits objets, matériels de défense terrestre ou maritime, plans, cartes, écrits, documents, photographies, reproductions ou dessins des dits objets.

Lorsque l'infraction aura été commise dans un dessein d'espionnage, la peine d'emprisonnement sera de trois ans à cinq ans et l'amende de 2.000 francs à 5.000 francs.

ART. 4. — Sera puni d'un emprisonnement de trois mois à deux ans et d'une amende de 100 francs à 2.000 francs ou de l'une de ces peines seulement celui qui, par négligence ou inobservation des règlements, aura laissé détruire, soustraire ou enlever même momentanément, tout ou partie des dits objets, matériels de défense terrestre ou maritime, plans, cartes, écrits, documents ou renseignements qui lui étaient confiés ou qui en aura laissé prendre connaissance ou copie ou reproduction, par un procédé quelconque, en tout ou en partie.

ART. 5. — Sera puni d'un emprisonnement de deux ans à cinq ans et d'une amende de 1.000 francs à 5.000 francs :

Tout individu qui, à l'aide d'un déguisement ou d'un faux nom ou en dissimulant sa qualité, sa profession ou sa nationalité, se sera introduit dans un poste, un service, un dépôt, un magasin ou un parc de munitions ou d'approvisionnements, un bâtiment de guerre ou dans tout autre établissement organisé ou employé par l'autorité compétente en vue de la défense du Territoire.

Lorsque les infractions prévues à l'alinéa précédent ci-dessus auront été commises, même sans se déguiser, sans dissimuler sa qualité, sa profession ou sa nationalité ou sans prendre un faux nom, mais dans un dessein d'espionnage, le délinquant sera puni d'un emprisonnement de trois ans à cinq ans et d'une amende de 2.000 francs à 5.000 francs.

Sera également puni des peines prévues à l'alinéa qui précède, tout individu qui, sans même se déguiser, ou sans dissimuler sa qualité, sa profession ou sa nationalité ou sans prendre un faux nom, mais dans un dessein d'espionnage, aura organisé ou employé un moyen quelconque de correspondance ou de transmission à distance.

ART. 6. — Sera puni d'un emprisonnement de six jours à un an et d'une amende de 16 francs à 100 francs :

1^o — Celui qui, pour reconnaître un service, un dépôt, un magasin ou un parc de matériel, de munitions ou d'approvisionnements créé et organisé pour

la défense du Territoire aura escaladé ou franchi des murs, barrières, palissades ou autres clôtures établies pour la protection de ces établissements;

2^o — Celui qui, sans permission de l'autorité compétente ou à défaut de tout autre motif jugé plausible, aura pénétré dans un service, un dépôt, un magasin ou un parc de matériel, de munitions ou d'approvisionnements, un bâtiment de guerre ou dans tout autre établissement qui serait créé et organisé pour la défense du Territoire.

S'il est établi que les infractions prévues au présent article ont été commises avec le dessein d'espionner, la peine de l'emprisonnement sera de trois ans à cinq ans, et celle de l'amende de 2.000 francs à 5.000 frs.

ART. 7. — Toute tentative de l'un des délits prévus par les articles premier, 2, 3 et 5 sera considérée comme le délit lui-même.

Il en est de même pour les délits prévus aux articles 5, et 6, à la condition que les actes constituant la tentative aient été accomplis dans un dessein d'espionnage.

ART. 8. — Sera puni d'un emprisonnement de trois ans à cinq ans et d'une amende de 2.000 francs à 5.000 francs celui qui, dans l'intention d'espionner aura provoqué à commettre ou offert de commettre un des délits prévus aux articles premier, 2, 3, 5 et 6 même lorsque cette provocation ou cette offre n'auront pas été suivies d'effet.

ART. 9. — Sera punie comme complice et passible des mêmes pénalités toute personne qui, connaissant les intentions des auteurs des délits prévus par le présent décret, leur aura fourni subsides, moyens d'existence, logement, lieu de retraite ou réunion, ou qui aura sciemment recélé les objets ou instruments ayant servi ou devant servir à commettre ces délits, ou qui aura sciemment porté leur correspondance ou facilité sciemment d'une manière quelconque aux auteurs des délits la recherche, le recel, le transport ou la transmission des objets, matériels, plans, cartes, écrits, documents ou renseignements visés à l'article premier ou des copies, levés, photographies, reproductions quelconques visés aux articles 3 et 4.

ART. 10. — Sera exempt de la peine qu'il aura personnellement encourue le coupable qui, avant la consommation de l'un des délits prévus par le présent décret, en aurait donné connaissance aux autorités administratives ou judiciaires. L'exemption de la peine sera seulement facultative si la dénonciation est intervenue après la consommation du délit, mais avant toute poursuite commencée. Pourra également être exempt de la peine qu'il aura personnellement encourue, le coupable de l'un des délits prévus par le présent décret qui, même après les poursuites commencées, aura procuré l'arrestation d'autres coupables co-auteurs ou complices.

ART. 11. — Tout individu qui, ayant eu connaissance de renseignements relatifs à des enquêtes ou informa-

tions en cours au sujet d'un délit prévu par le présent décret, les aura divulgués de manière à nuire à la défense du Territoire, sera passible d'un emprisonnement de six mois à trois ans et d'une amende de 300 francs à 3.000 francs.

Ces pénalités pourront être portées à un maximum de cinq ans d'emprisonnement et de 5.000 francs d'amende si cette divulgation a été commise afin de soustraire un délinquant à l'action de la justice, ou si l'auteur a eu connaissance de ces renseignements en raison de sa fonction, de son état, de sa profession ou d'une mission dont il aura été chargé. La révocation, la destitution ou la cassation s'ensuivront de plein droit et seront mentionnées dans le jugement de condamnation.

ART. 12. — Le tribunal appelé à connaître de la poursuite aura la faculté d'interdire, en tout ou partie, la reproduction des débats relatifs aux délits prévus par le présent décret, toutes les fois que cette reproduction pourrait présenter un danger pour la défense du Territoire.

S'il a ordonné le huis-clos, tout compte rendu total ou partiel des débats pour lesquels il aura été ordonné sera interdit de plein droit.

Ces interdictions ne s'appliqueront pas aux jugements qui pourront toujours être publiés.

Toute infraction aux dites interdictions sera punie d'un emprisonnement de dix jours à un mois et d'une amende de 1.000 francs à 5.000 francs.

La poursuite aura lieu conformément aux prescriptions des articles 42, 43, 44 et 49 de la loi du 29 juillet 1881.

ART. 13. — La poursuite de tous les délits prévus par le présent décret aura lieu devant le tribunal correctionnel et suivant les règles édictées par le code d'instruction criminelle en vigueur au Territoire.

Toutefois, à l'égard des militaires, marins ou assimilés, la compétence reste déterminée conformément aux codes de justice militaire des armées de terre et de mer.

Dans le cas où le Territoire serait déclaré en état de siège les juridictions militaires pourront connaître des délits prévus par le présent décret, conformément aux dispositions de l'article 8 de la loi du 9 août 1849, modifiée par la loi du 27 avril 1916, sur l'état de siège.

Les indigènes sujets, protégés ou administrés sous mandat français seront soumis à la même juridiction que les citoyens français et les étrangers.

ART. 14. — Indépendamment des peines édictées par le présent décret, le tribunal pourra prononcer, pour une durée de cinq ans au moins et de vingt ans au plus, l'interdiction de tout ou partie des droits civils et de famille énoncée en l'article 42 du code pénal, ainsi que l'interdiction de séjour prévue par l'article 19 de la loi du 27 mai 1885.

La peine accessoire de la relégation pourra être prononcée contre les individus condamnés en vertu du

présent décret à une peine supérieure à une année d'emprisonnement, à la condition que l'infraction ait été commise dans un dessein d'espionnage et qu'ils aient encouru, dans une période de moins de dix ans, une autre condamnation de plus d'un an d'emprisonnement par application de la loi du 18 avril 1886 ou du présent décret.

Lorsque les militaires appartenant aux armées de terre ou de mer en qualité d'officiers, de sous-officiers ou assimilés seront condamnés, pour infraction prévue aux articles premier, 3, 5, 7, 9 et 11 du présent décret, la destitution ou la cassation de leur grade s'ensuivront de plein droit et seront mentionnées dans le jugement de condamnation.

Les peines prononcées par application du présent décret compteront pour la relégation, concurremment avec les peines prononcées pour les délits énumérés dans les paragraphes 2 et 4 de l'article 4 de la loi du 27 mai 1885.

ART. 15. — La confiscation des matériels, plans, cartes, écrits, documents, copies, levés, photographies, vues, reproductions, appareils de transmission et autres objets visés par les dispositions du présent décret, sera ordonnée dans tous les cas, sans qu'il y ait lieu de rechercher s'ils appartiennent ou non au condamné.

La rétribution reçue par le coupable ou le montant de la valeur de cette rétribution, lorsque celle-ci n'aura pu être saisie, seront également déclarés acquis au trésor par le jugement.

Pour le recouvrement des condamnations prononcées en vertu des dispositions ci-dessus, à défaut de confiscation, le trésor public a un privilège général qui prend rang entre les numéros 1 et 2 de l'article 2.101 du code civil.

ART. 16. — En temps de guerre, toutes les infractions visées par le présent décret seront déférées aux tribunaux militaires ou maritimes qui pourront prononcer la peine de détention chaque fois qu'il sera établi que l'infraction a été commise dans un dessein d'espionnage, sans préjudice des peines plus fortes qui pourraient être prévues par le code pénal, par les codes de justice militaire pour l'armée de terre ou pour l'armée de mer.

ART. 17. — La loi du 12 avril 1886 cesse d'être applicable au territoire sous mandat du Togo.

ART. 18. — Le ministre des colonies est chargé de l'exécution du présent décret qui sera publié au Journal officiel de la République française, au journal officiel du Togo sous mandat français et inséré au bulletin officiel du ministère des colonies.

Fait à Paris, le 22 décembre 1934.

ALBERT LEBRUN.

Par le président de la République :

Le ministre des colonies,

LOUIS ROLLIN.

Personnel des trésoreries coloniales

ARRETE N° 210 promulguant au Togo le décret du 13 mars 1935 modifiant le décret du 6 août 1921 relatif à l'organisation générale du personnel dans les trésoreries coloniales.

LE COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE,
OFFICIER DE LA LÉGION D'HONNEUR,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 13 mars 1935 modifiant le décret du 6 août 1921 relatif à l'organisation générale du personnel dans les trésoreries coloniales;

ARRETE :

ARTICLE UNIQUE. — Est promulgué dans le territoire du Togo placé sous le mandat de la France, le décret du 13 mars 1935 modifiant le décret du 6 août 1921 relatif à l'organisation générale du personnel dans les trésoreries coloniales.

Porto-Novo, le 11 mai 1935.

BOURGINE.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Vu l'article 18 du sénatus-consulte du 3 mai 1854;

Vu le décret du 6 août 1921 sur l'organisation générale du personnel dans les trésoreries coloniales, ensemble les décrets postérieurs qui ont complété ou modifié ledit décret;

Vu le décret du 25 août 1928, fixant le statut du personnel des services du trésor métropolitain;

Sur le rapport du ministre des finances et du ministre des colonies;

DECRETE :

ARTICLE PREMIER. — Les premier et deuxième alinéas de l'article 10 du décret susvisé du 6 août 1921, modifié par le décret du 13 octobre 1929, sont modifiés ainsi qu'il suit :

« Indépendamment du personnel organisé, il peut être employé des agents appartenant au cadre des chefs de service de trésorerie générale, recette des finances, recette-perception et perception et à celui des commis du trésor métropolitain, ainsi que des agents du personnel organisé de la trésorerie d'Algérie.

« Ces agents sont détachés dans le personnel local par correspondance de solde, sans qu'il y ait lieu d'observer la correspondance d'emploi. En ce qui concerne les chefs de service du trésor métropolitain, la solde à considérer pour le classement dans le cadre local est déterminée par l'adjonction à la solde principale de l'indemnité de fonction correspondant à la classe personnelle de l'agent ».

ART. 2. — Les agents détachés antérieurement à la publication du présent décret seront reclassés dans le cadre local conformément aux dispositions de l'article

1^{er} ci-dessus, d'après leur situation dans leur cadre d'origine à la date de l'entrée en vigueur du présent décret.

ART. 3. — Le ministre des finances et le ministre des colonies sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au journal officiel de la République française et au bulletin officiel du ministre des colonies.

Fait à Paris, le 13 mars 1935.

ALBERT LEBRUN.

Par le Président de la République :

Le ministre des finances,
Germain-MARTIN.

Le ministre des colonies,
Louis ROLLIN.

Refus de payer la location d'une voiture de place

ARRETE N° 192 promulguant au Togo le décret du 18 mars 1935 portant application aux colonies, protectorats et territoires sous mandat français autre que les Antilles, la Réunion, l'Indochine et l'Afrique occidentale française, de la loi du 31 mars 1926 sanctionnant pénalement le refus de payer la location d'une voiture de place.

LE COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE,
OFFICIER DE LA LÉGION D'HONNEUR,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 18 mars 1935 portant application aux colonies, protectorats et territoires sous mandat français, autre que les Antilles, la Réunion, l'Indochine et l'Afrique occidentale française, de la loi du 31 mars 1926 sanctionnant pénalement le refus de payer la location d'une voiture de place;

ARRETE :

ARTICLE UNIQUE. — Est promulgué dans le territoire du Togo placé sous le mandat de la France, le décret du 18 mars 1935 portant application aux colonies, protectorats et territoires sous mandat français, autre que les Antilles, la Réunion, l'Indochine et l'Afrique occidentale française, de la loi du 31 mars 1926 sanctionnant pénalement le refus de payer la location d'une voiture de place.

Porto-Novo, le 24 avril 1935.

BOURGINE.

RAPPORT

Au Président de la République Française,

Paris, le 18 mars 1935.

MONSIEUR LE PRÉSIDENT,

Une loi du 31 mars 1926 sanctionne pénalement en France le fait par une personne de prendre en loca-

tion une voiture de place sachant qu'elle est dans l'impossibilité de payer. Dans les colonies françaises et territoires sous mandat français autres que les Antilles, la Réunion, l'Indochine et l'Afrique occidentale française où cette loi est actuellement appliquée, les faits de ce genre restent impunis.

Il nous est donc apparu nécessaire, dans ces conditions, d'étendre au reste de nos possessions d'outre-mer, les dispositions de la loi précitée.

Telle est l'économie du présent projet de décret que nous avons l'honneur de soumettre à votre haute sanction.

Nous vous prions d'agréer, monsieur le Président l'hommage de notre profond respect.

Le ministre des colonies,
Louis ROLLIN.

Le garde des sceaux, ministre de la justice,
Georges PERNOT.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Vu l'article 18 du sénatus-consulte du 3 mai 1854;

Vu l'article 4 du décret du 1^{er} décembre 1858;

Vu la loi du 31 mars 1926 sanctionnant pénalement le refus de payer le prix de location d'une voiture de place;

Sur le rapport du ministre des colonies et du garde des sceaux, ministre de la justice;

DECRETE :

ARTICLE PREMIER. — Est déclarée applicable aux colonies, protectorats et territoires sous mandat français autres que les Antilles, la Réunion, l'Indochine et l'Afrique occidentale française, la loi du 31 mars 1926 sanctionnant pénalement le refus de payer le prix de location d'une voiture de place

ART. 2. — Le ministre des colonies et le garde des sceaux, ministre de la justice, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera publié au journal officiel de la République française ainsi qu'au journal officiel des colonies et territoires intéressés et inséré au bulletin officiel du ministère des colonies.

Fait à Paris, le 18 mars 1935.

ALBERT LEBRUN.

Par le Président de la République :

Le ministre des colonies,
Louis ROLLIN.

Le garde des sceaux, ministre de la justice,
Georges PERNOT.

LOI sanctionnant pénalement le refus de payer le prix de location d'une voiture de place.

Le sénat et la chambre des députés ont adopté;

Le président de la République promulgue la loi dont le teneur suit;

ARTICLE PREMIER. — Quiconque, sachant qu'il est dans l'impossibilité absolue de payer, aura pris en

location une voiture de place, sera puni d'un emprisonnement de six jours au moins et de trois mois au plus, et d'une amende de 16 frs. au moins et de 1.000 frs. au plus.

ART. 2. — L'article 463 du code pénal est applicable aux dispositions de la présente loi.

La présente loi, délibérée et adoptée par le sénat et par la chambre des députés, sera exécutée comme loi de l'état.

Fait à Paris, le 31 mars 1926.

GASTON DOUMERGUE.

Par le Président de la République :

Le garde des sceaux, ministre de la justice,
Pierre LAVAL.

Magistrature coloniale

(Distinctions honorifiques et interventions)

ARRETE N° 194 promulguant au Togo les décrets du 19 mars 1935 portant extension à la magistrature coloniale des dispositions des décrets du 10 janvier 1935 (distinctions honorifiques et interventions).

LE COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE,
OFFICIER DE LA LÉGION D'HONNEUR,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 19 mars 1935 portant extension à la magistrature coloniale des dispositions des décrets du 10 janvier 1935 (distinctions honorifiques et interventions);

ARRETE :

ARTICLE UNIQUE. — Sont promulgués dans le territoire du Togo placé sous le mandat de la France, les décrets du 19 mars 1935 portant extension à la magistrature coloniale des dispositions des décrets du 10 janvier 1935 (distinctions honorifiques et interventions).

Porto-Novo, le 25 avril 1935.

BOURGINE.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur la proposition du ministre des colonies et du garde des sceaux, ministre de la justice;

Vu le décret du 22 août 1928 déterminant le statut de la magistrature coloniale, et les décrets qui l'ont modifié;

Vu le décret du 10 janvier 1935 concernant l'attribution aux magistrats des distinctions honorifiques dans la légion d'honneur;

DECRETE :

ARTICLE PREMIER. — Les dispositions du décret du 10 janvier 1935 relatif à l'attribution aux magistrats des distinctions honorifiques dans la légion d'hon-

neur, sont étendues à la magistrature coloniale, en ce qui concerne le contingent du ministre des colonies.

La liste prévue par le décret précité sera établie par la commission de classement de la magistrature coloniale.

ART. 2. — Le ministre des colonies et le garde des sceaux, ministre de la justice, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret.

Fait à Paris, le 19 mars 1935.

ALBERT LEBRUN.

Par le Président de la République :

Le ministre des colonies,

Louis ROLLIN.

Le garde des sceaux, ministre de la justice,

Georges PERNOT.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du garde des sceaux, ministre de la justice;

Vu la loi du 25 février 1875 sur l'organisation des pouvoirs publics, et notamment l'article 3;

DECRETE :

ARTICLE PREMIER. — Il ne pourra être attribué, sur le contingent du ministère de la justice, aucune distinction honorifique dans l'ordre de la légion d'honneur, à un membre de la cour de cassation, ou à un magistrat du siège ou du parquet des cours et tribunaux, ou à un juge de paix, s'il n'a fait l'objet d'une présentation de la part de ses chefs et s'il ne figure sur une liste établie par la commission du tableau d'avancement instituée par le décret du 21 juillet 1927.

ART. 2. — Le garde des sceaux, ministre de la justice, est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera publié au journal officiel de la République française.

Fait à Paris, le 10 janvier 1935.

ALBERT LEBRUN.

Par le Président de la République :

Le garde des sceaux, ministre de la justice,

Georges PERNOT.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur la proposition du ministre des colonies et du garde des sceaux, ministre de la justice;

Vu le décret du 22 août 1928 déterminant le statut de la magistrature coloniale, les décrets qui l'ont modifié, et ensemble les textes réglementant les pouvoirs des gouverneurs;

Vu le décret du 10 janvier 1935 concernant la communication des dossiers des magistrats et l'interdiction faite à ceux-ci de provoquer des interventions en leur faveur;

DECRETE :

ARTICLE PREMIER. — Les dispositions du décret du 10 janvier 1935 relatif à la communication des

dossiers des magistrats et à l'interdiction faite à ceux-ci de provoquer des interventions en leur faveur, sont étendues à la magistrature coloniale.

En ce qui concerne la communication des dossiers des magistrats, ces dispositions s'appliquent sous réserve des pouvoirs conférés aux chefs des colonies et territoires relevant du ministère des colonies et des dispositions prévues par le statut de la magistrature coloniale.

L'interdiction prévue par le décret susvisé concerne également les interventions auprès du ministre des colonies et auprès de l'administration centrale du ministère des colonies.

ART. 2. — Le ministre des colonies et le garde des sceaux, ministre de la justice, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret.

Fait à Paris, le 19 mars 1935.

ALBERT LEBRUN.

Le ministre des colonies,

Louis ROLLIN.

Le garde des sceaux, ministre de la justice,

Georges PERNOT.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du garde des sceaux, ministre de la justice;

Vu la loi du 25 février 1875 sur l'organisation des pouvoirs publics, et notamment l'article 3;

DECRETE :

ARTICLE PREMIER. — Les dossiers administratifs et personnels des magistrats du siège, du parquet et des juges de paix sont strictement confidentiels. Sous réserve des dispositions de l'article 65 de la loi du 22 avril 1905, ils ne peuvent être communiqués que pour les motifs d'ordre disciplinaire ou professionnel et seulement à des personnes ou à des organismes ressortissant à l'administration judiciaire.

ART. 2. — Il est interdit aux magistrats du siège et du parquet, ainsi qu'aux juges de paix, de provoquer en leur faveur, pour quelque motif que ce soit, toute autre intervention que celle de leurs supérieurs hiérarchiques, soit auprès du garde des sceaux ou de l'administration centrale du ministère de la justice soit auprès de leurs supérieurs ou des membres des commissions relatives à l'avancement et à la discipline.

ART. 3. — Le garde des sceaux, ministre de la justice, est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera publié au journal officiel de la République française.

Fait à Paris, le 10 janvier 1935.

ALBERT LEBRUN.

Par le Président de la République :

Le garde des sceaux, ministre de la justice,

Georges PERNOT.

Législation sur la caisse nationale d'assurance

ARRETE N° 195 promulguant au Togo le décret du 21 mars 1935 rendant applicable la législation sur la caisse nationale d'assurance en cas de décès aux colonies autres que l'Afrique équatoriale française et les établissements français dans l'Inde, à l'Indochine, au Togo et au Cameroun.

LE COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE,
OFFICIER DE LA LÉGION D'HONNEUR,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 21 mars 1935 rendant applicable la législation sur la caisse nationale d'assurance en cas de décès aux colonies autres que l'Afrique équatoriale française et les établissements français dans l'Inde, à l'Indochine, au Togo et au Cameroun;

ARRETE :

ARTICLE UNIQUE. — Est promulgué dans le territoire du Togo placé sous le mandat de la France, le décret du 21 mars 1935 rendant applicable au Togo la législation sur la caisse nationale d'assurance en cas de décès.

Porto-Novo, le 26 avril 1935.

BOURGINE.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du ministre des colonies, du ministre des finances et du ministre du travail;

Vu le mandat sur le Togo confirmé à la France par le conseil de la Société des nations en exécution des articles 22 et 119 du traité de Versailles en date du 28 juin 1919;

Vu les décrets des 23 mars 1921 et 21 février 1925 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 22 mai 1924 fixant la législation applicable au Cameroun et au Togo;

Vu l'avis de la commission supérieure des caisses nationales d'assurances en cas de décès et en cas d'accidents;

DECRETE :

ARTICLE PREMIER. — La législation concernant la caisse nationale d'assurance en cas de décès est rendue applicable au territoire africain sous mandat française du Togo.

En conséquence, les français résidant dans ce territoire sont admis à souscrire des assurances et à être assurés à ladite caisse.

Les catégories de la population indigène et de la population étrangère admises à bénéficier des mêmes avantages seront déterminées par le Commissaire de la République après avis du directeur général de la caisse des dépôts et consignations.

Les étrangers devront, en outre, justifier de leur résidence régulière.

ART. 2. — Le trésorier-payeur est autorisé à recevoir les propositions d'assurance et tous les versements effectués au compte de la caisse nationale d'assurance en cas de décès.

Les versements, les paiements de capitaux et remboursements de primes seront effectués en francs.

ART. 3. — Le ministre des colonies, le ministre des finances et le ministre du travail sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret qui sera publié au journal officiel de la République française et inséré au bulletin officiel du ministère des colonies.

Fait à Paris, le 21 mars 1935.

ALBERT LEBRUN.

Par le Président de la République :

Le ministre des colonies,
Louis ROLLIN.

Le ministre des finances,
Germain MARTIN.

Le ministre du travail,
Paul JACQUIER.

Accords franco-allemands sur les paiements commerciaux

ARRETE N° 209 promulguant au Togo le décret du 30 mars 1935 portant publication et mise en application de l'accord relatif à la prorogation des accords franco-allemands sur les paiements commerciaux en date des 28 juillet et 30 novembre 1934 signé à Paris le 30 mars 1935.

LE COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE,
OFFICIER DE LA LÉGION D'HONNEUR,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 30 mars 1935 portant publication et mise en application de l'accord relatif à la prorogation des accords franco-allemands sur les paiements commerciaux en date des 28 juillet et 30 novembre 1934 signé à Paris le 30 mars 1935;

ARRETE :

ARTICLE UNIQUE. — Est promulgué dans le territoire du Togo placé sous le mandat de la France, le décret du 30 mars 1935 portant publication et mise en application de l'accord relatif à la prorogation des accords franco-allemands sur les paiements commerciaux en date des 28 juillet et 30 novembre 1934 signé à Paris le 30 mars 1935.

Porto-Novo, le 11 mai 1935.

BOURGINE.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Vu l'article 8 de la loi du 16 juillet 1875;

Vu la loi du 29 juillet 1919;

Sur la proposition du ministre des affaires étrangères, du ministre du commerce et de l'industrie et du ministre des finances;

Le conseil des ministres entendu;

DECRETE :

ARTICLE PREMIER. — L'accord relatif à la prorogation des accords franco-allemands sur les paiements commerciaux en date des 28 juillet et 30 novembre 1934, signé à Paris le 30 mars 1935 et dont la teneur suit, sera mis en application à dater du 1^{er} avril 1935.

ACCORDS relatif à la prorogation des accords franco-allemands sur les paiements commerciaux, en date des 28 juillet et 30 novembre 1934.

ARTICLE PREMIER. — L'accord entre les gouvernements français et allemand sur le règlement des paiements commerciaux conclu le 28 juillet 1934, modifié et prorogé le 30 novembre 1934, est prorogé jusqu'au 1^{er} juillet 1935.

ART. 2. — Les deux gouvernements sont convenus d'engager de nouvelles négociations avant le 1^{er} juillet 1935 et, au plus tard, le 1^{er} juin 1935 afin d'établir si possible, une nouvelle réglementation des paiements commerciaux entre les deux pays, de nature à faciliter leurs échanges.

Fait en double exemplaire à Paris, en français et en allemand, le 30 mars 1935.

Pour le gouvernement allemand :
Roland KOSTER.

Pour le gouvernement français :
Pierre LAVAL,
Paul MARCHANDEAU,
Germain MARTIN.

ART. 2. — Le ministre des affaires étrangères, le ministre du commerce et de l'industrie et le ministre des finances sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret,

Fait à Paris, le 30 mars 1935.

ALBERT LEBRUN.

Par le Président de la République :

Le ministre des affaires étrangères,
Pierre LAVAL.

Le ministre du commerce et de l'industrie,
Paul MARCHANDEAU.

Le ministre des finances,
Germain MARTIN.

Haricots originaires du Togo

ARRETE N° 203 promulguant au Togo le décret du 3 avril 1935 fixant le contingent de haricots originaires du Togo à admettre en franchise en France et en Algérie.

LE COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE,
OFFICIER DE LA LÉGION D'HONNEUR,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 3 avril 1935 fixant le contingent de haricots originaire du Togo à admettre en franchise en France et en Algérie;

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — Est promulgué dans le territoire du Togo placé sous le mandat de la France, le décret du 3 avril 1935 fixant le contingent de haricots originaires du Togo à admettre en franchise.

ART. 2. — Le présent arrêté sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Porto-Novo, le 11 mai 1935.
BOURGINE.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur la proposition du ministre des colonies et du ministre des finances;

Vu la loi du 13 avril 1928 sur le régime douanier colonial et les décrets d'application des 2 juillet 1928 et 12 juin 1931;

Vu le décret du 19 mai 1934 accordant la franchise des droits de douane à l'entrée en France et en Algérie aux haricots originaires du territoire du Togo placé sous le mandat de la France;

Vu les avis conformes du ministre du commerce et de l'industrie et du ministre de l'agriculture;

DECRETE :

ARTICLE PREMIER. — La quantité de haricots, originaires du territoire du Togo placé sous le mandat de la France, à admettre en franchise des droits de douane en France et en Algérie; dans les conditions fixées par le décret précité du 19 mai 1934, est fixée à 250 tonnes pour l'année 1935.

ART. 2. — Le ministre des finances et le ministre des colonies sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera publié au journal officiel de la République française et inséré au bulletin officiel du ministère des colonies.

Fait à Paris, le 3 avril 1935.

ALBERT LEBRUN.

Par le Président de la République :

Le ministre des finances,
Germain MARTIN.

Le ministre des colonies,
Louis ROLLIN.

Atteintes au respect dû à l'autorité française

ARRETE N° 205 promulguant au Togo le décret du 10 avril 1935 portant repression dans les colonies ou territoires sous mandat des provocations à résister à l'application des lois, décrets, règlements ainsi que des atteintes au respect dû à l'autorité française.

LE COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE,
OFFICIER DE LA LÉGION D'HONNEUR,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 10 avril 1935 portant repression dans les colonies ou territoires sous mandat des provocations à résister à l'application des lois, décrets, règlements, ainsi que des atteintes au respect dû à l'autorité française;

ARRETE :

ARTICLE UNIQUE. — Est promulgué dans le territoire du Togo placé sous le mandat de la France, le décret du 10 avril 1935 portant repression dans les colonies ou territoires sous mandat des provocations à résister à l'application des lois, décrets, règlements ainsi que des atteintes au respect dû à l'autorité française.

Porto-Novo, le 11 mai 1935.

BOURGINE.

RAPPORT

Au Président de la République Française,

MONSIEUR LE PRÉSIDENT,

Depuis longtemps déjà les chefs de plusieurs de nos colonies ont signalé au pouvoir central le mal considérable causé dans les collectivités indigènes, par des campagnes menées contre l'autorité française. L'impunité dont ont bénéficié les auteurs de ces attaques les a encouragés à poursuivre leur œuvre néfaste tendant à la désaffection des populations coloniales vis-à-vis de la France.

Egarés, d'autre part, par cette impunité qu'ils interprétaient comme de la faiblesse, nos sujets et nos protégés se sont laissés quelquefois entraîner à des actes répréhensibles. L'autorité, soucieuse de ramener l'ordre mais désarmée lorsqu'il s'agissait de poursuivre les fauteurs de trouble, a d'abord fait preuve de longanimité et a épuisé tous les moyens de persuasion qui étaient en son pouvoir. Cette attitude conciliatrice n'a pas toujours été comprise; les excitations subversives se sont multipliées, ont atteint souvent leur objet et des désordres graves se sont produits qui ont nécessité une repression dont les victimes ne furent pas les véritables responsables de l'agitation.

Or, le maintien de l'ordre et de l'autorité dans notre domaine colonial est un devoir pour le gouver-

nement. C'est pour lui une nécessité inéluctable s'il veut mener à bien l'œuvre de progrès moral et matériel entreprise depuis de nombreuses années dans nos établissements d'outre-mer.

Il semble, d'ailleurs, qu'il puisse actuellement trouver dans une jurisprudence récente et sans ambiguïté le moyen de mettre un terme à des manœuvres qui compromettent gravement l'avenir de nos possessions. Le conseil d'état et la cour de cassation ont eu, à maintes reprises, à examiner la légalité de décrets spéciaux à certaines colonies élaborés pour essayer de parer à ces dangers par des dispositions d'ailleurs insuffisantes. Ces hautes assemblées ont chaque fois reconnu la validité des textes incriminés et c'est en se conformant strictement à leur sentiment qu'a été préparé le présent projet qui détermine, d'une part, les délits relatifs aux provocations à résister à l'application des lois, décrets, règlements ou ordres de l'autorité publique et d'autre part, les infractions portant atteinte au respect dû à l'autorité française dans la métropole et les colonies ou territoires sous mandat. Le projet de décret prévoit enfin les peines applicables en l'espèce.

D'aucuns avaient soutenu jadis que les dispositions des décrets précités étaient contraires à la loi du 29 juillet 1881 sur la liberté de la presse, il n'en est rien et les décisions des juridictions suprêmes ont fait justice de cette opinion. Il est établi aujourd'hui qu'il s'agit là d'une matière nouvelle qui n'est pas réglée par la loi susvisée et pour laquelle, dans les colonies autres que les Antilles et la Réunion, le chef de l'état a le droit de légiférer par décret.

C'est à ce domaine nouveau que s'applique l'économie du présent projet que, d'accord avec le garde des sceaux, j'ai l'honneur de soumettre à votre haute sanction.

J'é vous prie d'agréer, monsieur le Président, l'hommage de mon profond respect.

Le ministre des colonies,
LOUIS ROLLIN.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du ministre des colonies;

Vu l'article 13 du sénatus-consulte du 3 mai 1854;

DECRETE :

ARTICLE PREMIER. — Dans les colonies et les territoires sous mandat relevant de l'autorité du ministre des colonies, et à l'exception de la Martinique, de la Guadeloupe et de la Réunion, quiconque aura, par quelque mode de publicité que ce soit, provoqué à résister à l'application des lois, décrets, règlements ou ordres de l'autorité publique, sera puni d'un emprisonnement de trois à deux ans et d'une amende de 500 francs à 5.000 francs ou de l'une de ces deux peines seulement.

ART. 2. — Dans les colonies et territoires visés par l'article 1^{er} du présent décret; ceux qui, par quelque moyen que ce soit, auront publiquement porté atteinte au respect dû à l'autorité française dans la métropole et les colonies ou territoires sous mandat seront punis d'un emprisonnement de trois mois à un an et d'une amende de 100 à 3.000 francs ou de l'une de ces deux peines seulement, sans préjudice, s'il y a lieu, de l'application des peines plus fortes prévues par les lois et décrets en vigueur.

ART. 3. — Si l'auteur de l'infraction est fonctionnaire, agent ou employé d'un service public, les peines pourront être portées au double. L'interdiction d'exercer des fonctions publiques pendant une durée de cinq à dix ans pourra en outre être prononcée.

ART. 4. — Les infractions prévues aux articles 1^{er}, 2 et 3 du présent décret sont déférées au tribunal de police correctionnelle sur la plainte du chef de la colonie ou du territoire, après agrément du ministre des colonies. Les dispositions de l'article 463 du code pénal leur sont applicables.

ART. 5. — Le ministre des colonies est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera publié au journal officiel de la République française et au bulletin officiel du ministère des colonies.

Fait à Paris, le 10 avril 1935.

ALBERT LEBRUN.

Par le Président de la République :

Le ministre des colonies,

LOUIS ROLLIN.

ACTES DU POUVOIR LOCAL

Coupe des bois au Togo

ARRETE N° 593 réglementant la coupe des bois au Togo.

LE GOUVERNEUR DES COLONIES,
OFFICIER DE LA LÉGION D'HONNEUR,
COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 16 novembre 1924 organisant la justice française en Afrique occidentale française et les actes subséquents qui l'ont modifié;

Vu le décret du 21 avril 1933 réorganisant la justice indigène au Togo;

Vu le décret du 30 décembre 1912 sur le régime financier des colonies;

Vu l'arrêté n° 87 en date du 23 novembre 1920 sur les coupes de bois au Territoire modifié par l'arrêté n° 426 du 4 octobre 1926;

Vu le décret du 13 mars 1926 sur le domaine au Togo;
Vu l'arrêté du 1^{er} avril 1927 sur le domaine privé du Territoire;

Le conseil d'administration entendu;

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — Toute personne qui désire couper dans les forêts domaniales ou dans les bois particuliers des arbres pour la construction, la menuiserie, l'ébénisterie et la charronnerie ou des bois de chauffage pour l'alimentation des entreprises industrielles doit en obtenir l'autorisation du Commissaire de la République.

L'autorisation sera gratuite si elle concerne des bois particuliers.

Elle donnera lieu pour les bois domaniaux au paiement d'une taxe déterminée par le tarif fixé par arrêté du Commissaire de la République.

Les bois domaniaux sont ceux qui poussent sur les terrains énumérés aux articles 2, 3 et 4 de l'arrêté du 1^{er} avril 1927 sur le domaine privé du Territoire.

ART. 2. — La demande de permis de coupe dépassant dix arbres devra être adressée sur timbre, au commandant de cercle qui, après l'avoir instruite, l'adressera, avec son avis, au Commissaire de la République; celui-ci statue sur la proposition du chef du service de l'agriculture.

La demande devra indiquer :

1° — Les noms, prénoms, profession et domicile du demandeur;

2° — La catégorie, le nombre et les dimensions des arbres ou les quantités des bois demandés;

3° — Le terrain sur lequel se trouvent les arbres à abattre s'il s'agit de bois personnel, ou la région dans laquelle on désirerait de préférence procéder à la coupe s'il s'agit des bois domaniaux;

4° — L'usage qui doit en être fait.

Au cas où l'autorisation est accordée le chef du service de l'agriculture établit et présente à la signature du Commissaire de la République un permis de coupe tiré d'un registre à souche dont le modèle est annexé au présent arrêté.

Les arbres dont l'abatage aura été autorisé seront marqués par un agent du service de l'agriculture ou par un fonctionnaire du cercle désigné à cet effet.

L'exploitant est tenu de se conformer aux conditions d'exploitation fixées par l'administration.

Le prix des permis de coupe est payable d'avance aux caisses du trésor ou des agences spéciales qui en font recette pour le compte du receveur des domaines sur le vu d'un ordre de recette établi par l'ordonnateur ou le commandant de cercle, sans qu'il puisse y avoir lieu à remboursement de la part de l'administration en cas de non utilisation du permis.

Le numéro et la date de la quittance seront inscrits sur le permis de coupe qui devra être utilisé dans les trois mois qui suivront le paiement de la taxe; après ce délai le permis ne sera plus valable et sera retiré.

Les permis portant au plus sur dix arbres seront accordés par le commandant de cercle du lieu de la coupe, ces permis seront également extraits d'un registre à souche et une copie en sera adressée par premier courrier au service de l'agriculture.

ART. 3. — Dès qu'un arbre aura été abattu l'exploitant devra en aviser le commandant de cercle qui prendra toutes mesures en vue de faire cuber le bois à en retirer. Les bois exploités ne peuvent circuler dans le Territoire qu'accompagné d'un laissez-passer délivré par l'administrateur ou son délégué sur le vu du permis de coupe et indiquant le numéro et la date du permis, le nombre d'arbres ou la quantité du bois transporté, le lieu de destination, l'itinéraire à suivre et la durée probable du parcours.

Mention de la délivrance des laissez-passer est faite sur le permis de coupe pour que le contrôle des quantités exploitées puisse être fait à un moment quelconque.

Un double de chaque laissez-passer est adressé, par premier courrier, au service de l'agriculture.

Le laissez-passer est remis au lieu de destination et avant l'enlèvement des bois, au représentant local de l'autorité qui s'assure par tous les moyens en son pouvoir de la concordance entre les quantités et qualités des bois qui y sont portées et celles des chargements que cette pièce accompagne et le renvoie, avec ses observations, au service de l'agriculture.

Le permis de coupe sera retiré et adressé au service de l'agriculture, en même temps que le laissez-passer établi et délivré pour la totalité des bois coupés ou pour celui de la quantité complétant la totalité.

ART. 4. — Les particuliers qui désirent faire transporter des produits forestiers en dehors de leurs propriétés sont tenus de se munir du laissez-passer prévu à l'article précédent.

ART. 5. — Les bois (arbres, billes, madriers, chevrons, planches etc...) exploités ou transportés en dehors des conditions qui précèdent et ceux qui seront trouvés dans des emplacements publics ou particuliers sans qu'il puisse être justifié de leur provenance seront saisis au profit du Territoire sans préjudice des sanctions éventuelles à prendre contre les contrevenants, et des dommages intérêts, à leur demander.

ART. 6. — L'emploi du feu pour l'abatage des arbres est interdit. Il l'est également pour le nettoyage des surfaces boisées à moins d'autorisation spéciale délivrée par le Commissaire de la République après avis du service de l'agriculture qui indique les mesures de protection à prendre.

ART. 7. — Toute mutilation ou détérioration volontaire d'arbres, susceptibles d'en compromettre la croissance est interdite.

ART. 8. — Les infractions aux dispositions du présent arrêté seront constatées par procès-verbaux dressés par les commandant de cercle ou leurs adjoints, les commissaires de police, les chefs de subdivision ou les agents du service de l'agriculture.

ART. 9. — Ces procès-verbaux seront transmis au chef du service de l'agriculture qui pourra soit transiger sous réserve d'approbation de la transaction par le Commissaire de la République en conseil, soit intenter des poursuites.

ART. 10. — Les actions et poursuites exercées en vertu du présent arrêté seront portées devant le tribunal correctionnel de Lomé ou devant les tribunaux indigènes selon le statut des contrevenants.

ART. 11. — L'abatage des kapokiers, karité, palmiers et cocotiers ne pourra être autorisé que pour cause de vétusté des arbres ou d'aménagement contrôlé par l'administration des plantations.

ART. 12. — Le triple droit sera exigé :

a) Lorsque les arbres seront coupés sans autorisation régulière ou avant versement des droits;

b) Lorsque les bois voyageront sans laissez-passer.

En outre toute infraction aux dispositions qui précèdent sera passible d'une amende de 1 à 15 francs et d'un emprisonnement de 1 à 5 jours ou de l'une de ces deux peines seulement sans préjudice de la saisie et des dommages intérêts prévus à l'article 5 ci-dessus.

ART. 13. — Les indigènes continueront à exercer dans les bois et forêts les droits d'usage dont ils jouissent actuellement en ce qui concerne la recherche du bois mort nécessaire à leur usage personnel, des matériaux provenant d'essence à croissance rapide utilisés pour la construction de leurs maisons et la confection de leurs pirogues.

L'exercice de ces droits coutumiers est strictement personnel et ne saurait en aucun cas être invoqué lorsqu'il s'agit de bois mort et de matériaux destinés à la vente.

ART. 14. — Toutes dispositions antérieures relatives à l'abatage des arbres sont abrogées.

ART. 15. — Le présent arrêté sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Lomé, le 17 novembre 1934.

BOURGINE.

TERRITOIRE DU TOGO

N°

Placé sous le Mandat de la France

PERMIS DE COUPE

Cercle de

M. (1)
est autorisé à abattre : (2)

se trouvant à (3)

Le bois provenant de cette coupe est destiné à (4)

M. (1)
devra aviser le commandant du cercle de (5)
de l'abatage de chacun des arbres afin que le bois
en provenant puisse être cubé.

Délivré à (6) le (7)

Le Commissaire de la République, (8)
signé :

TERRITOIRE DU TOGO

N°

Placé sous le Mandat de la France

PERMIS DE COUPE

Cercle de

M. (1)
est autorisé à abattre (2)

se trouvant à (3)

Le bois provenant de cette coupe est destiné à (4)

M. (1)
devra aviser le commandant du cercle de (5)
de l'abatage de chacun des arbres afin que le bois en
provenant puisse être cubé.

Délivré à (6) le (7)

Le Commissaire de la République, (8)

- 1° — Nom, prénoms, profession et domicile du bénéficiaire.
- 2° — Nombre (en lettres et en chiffres) des arbres de chacune des espèces et dimensions approximatives des arbres dont la coupe est autorisée.
- 3° — Lieu où se trouvent les arbres.
- 4° — Indiquer l'usage (construction, menuiserie etc...).
- 5° — Cercle du lieu de la coupe.
- 6° — Lieu de la délivrance du permis.
- 7° — Date de la délivrance du permis.
- 8° — Pour les permis de 10 arbres et moins mettre la mention « pour le Commissaire de la République le commandant de cercle ».

Internat d'Anécho

ARRETE N° 199 portant suppression de l'internat d'Anécho.

LE GOUVERNEUR DES COLONIES,
OFFICIER DE LA LÉGIION D'HONNEUR,
COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu l'arrêté n° 297 du 9 juin 1929 créant un internat à Anécho;

Sur la proposition du chef du service de l'enseignement;

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — L'internat indigène de l'école régionale d'Anécho est supprimé à compter du 1^{er} février 1935.

ART. 2. — Les élèves internes à la date de la suppression pourront recevoir une bourse dans les conditions de l'arrêté du 26 novembre 1934.

ART. 3. — Le présent arrêté sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Porto-Novo, le 1^{er} mai 1935.

BOURGINE.

Manutention sur le wharf

DECISION N° 210 portant création d'un tarif de manutention sur le wharf.

LE GOUVERNEUR DES COLONIES,
OFFICIER DE LA LÉGIION D'HONNEUR,
COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 30 décembre 1912 sur le régime financier des colonies;

Vu l'arrêté n° 69 du 28 janvier 1929 relatif à l'application des tarifs du chemin de fer et du wharf homologués par dépêche ministérielle n° 3415 du 28 octobre 1931 et tous les actes subséquents qui l'ont modifié;

Vu l'arrêté n° 600 du 23 novembre 1934 organisant le service des travaux publics du chemin de fer et du wharf;

Vu le procès-verbal de la 3^e séance du conseil consultatif du C. F. T. et du wharf en date du 13 mars 1935;

Sur la proposition du chef du service des travaux publics, du chemin de fer et du wharf;

DECIDE :

ARTICLE PREMIER. — Le tarif des transports effectués par le service du chemin de fer pour le compte du wharf entre la douane et le débarcadère est fixé à 1 franc par tonne manutentionnée tant à l'embarquement qu'au débarquement.

ART. 2. — Le chef du service des travaux publics, du chemin de fer et du wharf est chargé de l'exécution de la présente décision qui sera enregistrée, communiquée et publiée partout où besoin sera.

Porto-Novo, le 29 avril 1935.

BOURGINE.

NOMINATIONS, MUTATIONS ETC. CONCERNANT LE PERSONNEL

ACTES DU POUVOIR LOCAL

PERSONNEL EUROPÉEN

Affectations

Par arrêté du :

2 mai 1935. — M. GUEZIEC, vérificateur des douanes, chef du service des douanes du Dahomey p. i., est chargé de tenir cumulativement l'emploi de chef du service des douanes p. i. au Togo et au Dahomey.

Sa résidence est à Porto-Novo.

Par décisions des :

20 avril 1935. — Est mis à la disposition de l'administrateur supérieur du Togo, pour servir au bureau du sous-ordonnancement :

M. LANGDON Jacques, agent comptable du cadre des travaux publics du Togo.

24 avril 1935. — M. NATIVEL, administrateur-adjoint de 1^{re} classe des colonies, précédemment à la disposition de l'administrateur supérieur, est chargé des fonctions intérimaires de receveur de l'enregistrement, des domaines et du timbre, de conservateur de la propriété foncière, et de curateur aux successions et biens vacants en remplacement de M. LESTRANE, administrateur-adjoint de 3^e classe des colonies en instance de rapatriement pour raison de santé.

M. NATIVEL aura droit, en ces qualités aux remises et émoluments prévus par les textes en vigueur.

M. NATIVEL, prêterait serment préalablement à sa prise de fonctions.

M. BUGNARD, chef de district principal du cadre du chemin de fer du Togo, retour de congé attendu à Lomé le 25 avril 1935 sur s/s *Canada*, est mis à la disposition du chef du service des travaux publics du chemin de fer et du wharf.

30 avril 1935. — M. MAHOUX, administrateur en chef des colonies, précédemment inspecteur des affaires administratives, est nommé commandant du cercle de Lomé, et administrateur-maire de la commune-mixte de Lomé en remplacement de M. FRÉAU, admi-

nistrateur en chef des colonies, en instance de départ en congé.

M. MAHOUX, administrateur en chef des colonies est désigné pour remplir les fonctions de censeur de l'agence de la banque de l'Afrique occidentale à Lomé.

M. MAHOUX, administrateur en chef des colonies, nommé commandant du cercle de Lomé, est chargé de l'inscription maritime.

2 mai 1935. — M. RIBEL, adjoint des services civils, chef du bureau du sous-ordonnancement à Lomé est nommé garde-meubles des logements du personnel des divers services de la subdivision de Lomé, en remplacement de M. Robert DE GUISE, commis des services civils de l'A. O. F. en instance de départ.

M. CATHELIN, chef comptable hors classe du cadre des travaux publics du Togo en service au bureau du sous-ordonnancement, est nommé membre de la commission de recettes du service local, et du service des voies de pénétration et du wharf.

Cet agent est en outre chargé de la comptabilité de la section de liquidation de la construction du chemin de fer central togolais.

Congès — Passages

Par décisions des :

20 avril 1935. — Une réquisition de passage de retour par anticipation en 2^e classe, 3^e catégorie, sur le paquebot *Canada*, attendu à Lomé le 6 mai 1935, est accordée à madame GAUDONVILLE, femme d'un adjoint principal de 1^{re} classe des services civils du Togo, se rendant à Pamiers (Ariège).

Un congé administratif de 8 mois pour en jouir à Aulnay-Sous-Bois (Seine et Oise) 37 rue Bondy, est accordé à M. DE GUISE, commis des services civils de l'A. O. F. détaché au Togo qui compte 32 mois et 8 jours de séjour consécutifs dans le Territoire.

Un passage pour la France, en 2^e classe, 3^e catégorie, lui est en outre délivré ainsi qu'à sa femme et ses 2 enfants âgés respectivement de 5 ans 9 mois et 3 ans 11 mois sur le paquebot *Canada* attendu à Lomé vers le 6 mai 1935.

24 avril 1935. — Un congé administratif de 6 mois pour en jouir au Bouscat (Gironde), est accordé à M. PIC, administrateur-adjoint de 1^{re} classe des colonies qui compte 24 mois et 24 jours de séjour consécutifs dans le Territoire.

Un passage pour la France, en 1^{re} classe, 2^e catégorie, lui est en outre délivré ainsi qu'à sa femme et à ses 3 enfants âgés de 9 ans, 7 ans, et 6 ans sur le paquebot *Foucauld* attendu à Lomé vers le 24 mai 1935.

Un congé administratif de 9 mois pour en jouir à Trappes (Seine et Oise), est accordé à M. MANCIEN, ingé-

nieur de 3^e classe d'agriculture qui compte 36 mois et 3 jours de séjour consécutifs dans le Territoire.

Un passage pour la France, en 1^{re} classe, 1^{re} catégorie B, lui est en outre délivré sur le paquebot *Hoggar* attendu à Lomé vers le 18 mai 1935.

Un congé administratif de 9 mois pour en jouir à Chamborigaud (Gard), est accordé à M. MATHIEU, instituteur de 3^e classe du cadre du Togo qui compte 36 mois et 7 jours de séjour consécutifs dans le Territoire.

Un passage pour la France, en 2^e classe, 3^e catégorie, lui est en outre délivré sur le paquebot *Hoggar* attendu à Lomé vers le 18 mai 1935.

26 avril 1935. — Un congé de convalescence de 6 mois est accordé à M. LESTRADE, administrateur-adjoint de 3^e classe des colonies.

Un passage pour la France lui est en outre délivré ainsi qu'à sa femme en 1^{re} classe, 2^e catégorie sur le paquebot *Amérique* attendu à Lomé vers le 1^{er} mai 1935.

1^{er} mai 1935. — Un congé de convalescence de 6 mois pour en jouir à Paris, est accordé à M. FRÉAU, administrateur en chef des colonies.

Un passage pour la France lui est en outre délivré ainsi qu'à sa femme en 1^{re} classe, 1^{re} catégorie B, sur le paquebot *Canada* attendu à Lomé vers le 6 mai 1935.

M. FRÉAU est autorisé à s'arrêter à Dakar — Le jour de l'arrivée en France du paquebot *Canada* sur lequel il prendra passage au départ de Lomé marquera le début du congé accordé à M. FRÉAU par la présente décision.

Un congé administratif de 6 mois pour en jouir à Saint-Laurent de la mer en Plerin (Côtes du Nord), est accordé à M. TOQUE, contrôleur du cadre métropolitain des douanes, qui compte 24 mois et 7 jours de séjour consécutifs dans le Territoire.

Un passage pour la France, en 1^{re} classe, 2^e catégorie, lui est en outre délivré sur le paquebot *Foucauld* attendu à Lomé vers le 24 mai 1935.

Indemnité

Par arrêté du :

20 avril 1935. — Une indemnité de cent cinquante francs (150), est accordée à M. DASSONVILLE, adjoint des services civils, qui a rempli les fonctions de secrétaire-trésorier du conseil d'administration de la société indigène de prévoyance du cercle de Lomé du 1^{er} janvier au dernier février 1935.

PERSONNEL INDIGÈNE

Titularisations

Par arrêtés des :

24 avril 1935. — L'inspecteur de police stagiaire 2^e échelon AKPOKLI Charles FOLIVI, est titularisé inspecteur auxiliaire de 8^e classe à compter du 22 avril 1935, date d'expiration de son stage.

27 avril 1935. — Le moniteur stagiaire de l'enseignement privé LACLE Pierre, est titularisé dans son emploi en qualité de moniteur de 6^e classe à compter du 1^{er} avril 1935, date à laquelle il a accompli ses deux années de stage réglementaire.

Promotions

Par décision du :

19 avril 1935. — Sont promus, pour compter du 1^{er} mai 1935 les gardes frontières ci-dessous nommés :

Au grade de garde-frontière de 1^{re} classe :
(au choix)

AGBEMADON William, garde-frontière de 2^e classe.

Au grade de gardes-frontières de 2^e classe :

AYIVI Jérôme, garde-frontière de 3^e classe.

KORIKO CHORO, garde-frontière de 3^e classe.

Suspension de fonctions

Par arrêté du :

19 avril 1935. — L'infirmier de 1^{re} classe DURAND Dominique, en service à Atakpamé, est suspendu de ses fonctions, jusqu'à ce qu'il soit statué sur son cas après avis d'un conseil d'enquête.

Pendant la durée de sa suspension de fonctions, l'infirmier de 1^{re} classe DURAND Dominique ne percevra que la moitié de sa solde.

Affectations

Par décisions des :

20 avril 1935. — Est mis à la disposition de l'administrateur supérieur du Togo pour servir au bureau du sous-ordonnancement M. MAROUDOU Joseph, commis d'administration de 5^e classe en service au bureau des finances à Porto-Novo.

2 mai 1935. — Le moniteur de 5^e classe de l'enseignement privé (mission protestante évangélique) QUENUM Pierre, est désigné pour servir dans les établissements d'enseignement privé de la mission catholique à compter du 1^{er} mai 1935.

Congés

Par décisions des :

26 avril 1935. — Un congé annuel de 30 jours, avec traitement, du 1^{er} au 30 mai 1935 inclus, est accordé au maître ouvrier contractuel de 5^e classe ACOMACHRY Laurent, en service au chemin de fer, pour en jouir à Nuatja (cercle d'Atakpamé).

Un congé de 3 mois, pour maladie, du 17 avril au 17 juillet 1935, est accordé au commis d'administration de 6^e classe AJAVON Adolphe, en service au bureau du sous-ordonnancement à Lomé, pour en jouir au Territoire.

2 mai 1935. — Un congé de 30 jours, avec traitement, du 6 mai au 4 juin 1935 inclus, est accordé au commis d'administration de 8^e classe Gaspard DEGBOR, en service à Lomé, pour en jouir au Territoire.

Un congé de 30 jours, avec traitement, du 11 mai au 9 juin 1935 inclus, est accordé au facteur enregistreur de 1^{re} classe KOUAKOURSE Ferdinand, pour en jouir au Territoire.

Indemnité

Par décision du :

27 avril 1935. — L'article 1^{er} de la décision n° 111 du 23 février 1935 désignant un instituteur-adjoint gestionnaire de l'internat de Mango est ainsi complété :

L'instituteur-adjoint JOHNSON Gabriel, aura droit à l'indemnité prévue par l'arrêté du 20 mai 1933, à compter de la date de sa prise de service.

SOCIÉTÉS DE PRÉVOYANCE

Par décision du :

19 avril 1935. — LAWSON F. Body, chef supérieur de la ville d'Anécho, est nommé vice-président du conseil d'administration de la société indigène de prévoyance du cercle d'Anécho.

Par arrêtés des :

20 avril 1935. — Sont allouées pour l'exercice 1935 :

1^{re} — Une indemnité annuelle de neuf cents francs (900 frs.) au secrétaire-trésorier de la société indigène de Lomé;

2^{re} — Une indemnité annuelle de quatre cent vingt frs. (420 frs.) au secrétaire-comptable de la section de Lomé;

3^{re} — Une indemnité annuelle de trois cents francs (300 frs.) au secrétaire-comptable de la section de Tsévié.

23 avril 1935. — Sont allouées, pour l'exercice 1935 :

1^{re} — Une indemnité annuelle de neuf cents francs (900 frs.) au secrétaire-trésorier de la société indigène de prévoyance du cercle de Sokodé.

2^{re} — Une indemnité annuelle de trois cents francs (300 frs.) à chacun des secrétaires-comptables des sections de Sokodé, Bassari et Lama-Kara.

Par décision du :

23 avril 1935. — TIEM YENDABRE, est nommé vice-président du conseil d'administration de la société indigène de prévoyance du cercle de Sansanné-Mango.

SOUS-ORDONNATEUR

Par arrêté du :

29 avril 1935. — M. PIC, administrateur-adjoint de 1^{re} classe des colonies, est nommé sous-ordonnateur à Lomé pour les recettes et les dépenses du budget

local et du budget annexe du chemin de fer et du wharf du Togo pendant la durée de l'indisponibilité de M. l'administrateur en chef GEISMAR, administrateur supérieur.

EXEQUATUR

Le président de la République française a accordé l'exequatur à M. Rudolf SAHLI, consul de Suisse résidant à Dakar, avec juridiction sur l'Afrique occidentale française et le territoire du Togo placé sous mandat français.

DOMAINES

AVIS

de ventes aux enchères publiques

Il sera procédé le jeudi 25 juillet 1935 à 10 heures du matin, en la salle des audiences de la mairie de Lomé, à la vente aux enchères publiques au plus offrant et dernier des huit lots compris dans le lotissement d'une partie des terrains domaniaux dit (de l'Internat) situés à Lomé — au nord-ouest de la Place des fêtes — et constituant les anciennes parcelles n°s 298/99 et 297/100 du plan de Lomé, en bordure de la rue du Maréchal Bugeaud. — Ces terrains sont immatriculés au livre foncier du cercle de Lomé, avec plus grande étendue, sous le n° 511.

N° DU LOT	SUPERFICIE	MISE A PRIX
1	5 à 41	4.900 fr.
2	5 — 61	5.050 —
3	5 — 47	4.900 —
4	5 — 83	5.250 —
5	6 — 16	5.550 —
6	5 — 13	4.600 —
7	5 — 27	4.750 —
8	7 — 04	6.350 —

Le prix principal et les frais accessoires seront payables à la caisse du receveur des domaines à Lomé dans les huit jours qui suivront la notification de l'adjudication.

Les personnes désireuses de prendre part à l'adjudication devront obligatoirement en aviser par lettre monsieur l'administrateur-maire de la commune mixte de Lomé dans un délai de deux mois à compter du jour où paraîtra le journal officiel portant insertion du présent avis.

Pour communication du cahier des charges, consultation des plans et tous renseignements s'adresser au bureau des domaines à Lomé.

Lomé, le 8 mai 1935,

Le receveur des domaines p. i.
NATIVEL

Avis de demandes d'immatriculation*au livre foncier du cercle de Lomé*

Suivant réquisition, n° 969, déposée le 2 mai 1935 le sieur Armerding Stéphan, profession de commis de douanes, demeurant et domicilié à Lomé agissant au nom pour le compte et comme mandataire du sieur Afatolu Joseph Kwawovi, employé de commerce actuellement à Abidjan, (Côte d'Ivoire) majeur non interdit jouissant de ses droits civils selon son statut personnel indigène, en vertu d'une procuration du 18 février 1935 enregistrée, a demandé l'immatriculation au livre foncier du cercle de Lomé, d'un immeuble urbain, non bâti, consistant en un terrain en forme de quadrilatère irrégulier, d'une contenance totale de 6 ares 42 centiares, situé à Lomé quartier n° 6, (cercle de Lomé), et borné au nord par terrain à Baeta Rohert, à l'est par terrain à Félício de Souza et J. K. Bosman, au sud par la rue d'Anécho, à l'ouest par terrain à Francis Gadjekpo.

Elle déclare que ledit immeuble appartient audit sieur Afatolu Joseph Kwawovi et n'est, à sa connaissance, grevé d'aucuns droits ou charges réels, actuels ou éventuels.

au livre foncier du cercle d'Anécho

Suivant réquisition, n° 970, déposée le 2 mai 1935 le sieur Sodatonou Raphaël Dogbévi profession d'employé de commerce, demeurant et domicilié à Anécho, agissant en son nom et pour son compte personnel en qualité de propriétaire, a demandé l'immatriculation au livre foncier du cercle d'Anécho, d'un immeuble rural, non bâti, consistant en un terrain en forme de quadrilatère irrégulier d'une contenance totale de 50 centiares situé à Anécho, quartier Adjido, (cercle d'Anécho) et borné au nord-est par terrain à Bangbélou Baba, au sud-est par la route Anécho-Grand-Popo, au sud-ouest par le triangle formé par la jonction des routes Anécho-Grand-Popo et Anécho-Zébé, au nord-ouest par la route d'Anécho à Zébé.

Il déclare que ledit immeuble lui appartient et n'est,

à sa connaissance, grevé d'aucuns droits ou charges réels, actuels ou éventuels.

au livre foncier du cercle de Lomé

Suivant réquisition, n° 971, déposée le 4 mai 1935 la dame Christine Detolewonu Ketowu Besu profession de revendeuse, demeurant et domiciliée à Lomé, agissant tant en son nom en qualité de copropriétaire que comme mandataire des ci-après nommés composant, les ayants-droit à la succession de son père, feu Ketowu Besu, décédé à Lomé vers 1925 :

- 1° — Yevakpo Ketowu Besu
- 2° — Nyatowosi Ketowu Besu
- 3° — Pomeghenya Ketowu Besu

- 4° — a) Afiwavi Amuzu
 - b) Elisabeth Amuzu
 - c) Emmanuel Kuassivi Amuzu
- nièces et neveu de la requérante venant par représentation de leur père Amuzu Ketowu Besu, décédé.

a demandé l'immatriculation au livre foncier du cercle de Lomé, d'un immeuble urbain bâti, consistant en un terrain en forme de quadrilatère irrégulier, portant diverses cases indigènes à usages d'habitation; d'une contenance totale de 82 ares 96 centiares, situé à Lomé, quartier Nyekonakpoé, (cercle de Lomé), et borné au nord par terrain à Agbahodé, à l'est par terrain à Akli Michel, au sud par un passage le séparant du terrain au chef Jacob Adjallé, à l'ouest par terrain à Djahaku Charles Dovi.

Elle déclare que ledit immeuble appartient aux ayants-droit susvisés et n'est, à sa connaissance, grevé d'aucuns droits ou charges réels, actuels ou éventuels.

Toutes personnes intéressées sont admises à former opposition aux présentes immatriculations, es mains du conservateur soussigné, dans le délai de trois mois, à compter des affichages des présents avis, qui auront lieu incessamment en l'auditoire du tribunal civil de Lomé.

Le conservateur de la propriété foncière, p.i.,

NATIEL.

ÉTAT des mouvements de la Navigation des Ports de Lomé et d'Anécho pendant le mois d'Avril 1935

NOMS, PROVENANCE ET DESTINATION DES NAVIRES	PAVILLON	DATES		TONNAGE NOMINAL	EQUIPAGE	TONNAGE	
		D'ARRIVÉE	DE DÉPART			DÉBARQUÉ	EMBARQUÉ
81-Tagliamento Trieste-Durban	Italien	3. 4. 35	3. 4. 35	3.368	42	225.303	—
82-Asie Bordeaux-Pte. Noire	Français	3. 4. 35	3. 4. 35	4.214	131	1.178	2.112
83-Foucauld Pte. Noire-Bordeaux	—do—	3. 4. 35	3. 4. 35	6.599	130	—	2.998
84-Dagomba Liverpool-Kribi	Anglais	7. 4. 35	7. 4. 35	2.100	38	31.323	—
85-Ft. De Vaux Hambourg-Matadi	Français	7. 4. 35	7. 4. 35	3.151	39	15.271	7.808
86-Banfora Douala-Marseille	—do—	8. 4. 35	8. 4. 35	5.868	143	—	141.221
87-Ft. Archambault Rotterdam-Pte. Noire	—do—	8. 4. 35	8. 4. 35	3.288	38	79.169	—
88-Kumasian Liverpool-Opoko	Anglais	11. 4. 35	11. 4. 35	2.131	34	122.047	—
89-Touareg Marseille-Douala	Français	12. 4. 35	12. 4. 35	3.122	73	21.966	—
90-Wm. Wilberforce Londres-Kribi	Anglais	13. 4. 35	13. 4. 35	2.165	38	32.788	—
91-Thomas Holt Liverpool-Warri	—do—	15. 4. 35	15. 4. 35	2.191	40	101.513	—
92-Robert Holt Kribi-Liverpool	—do—	15. 4. 35	15. 4. 35	1.797	39	—	495.826
93-Asie Pte. Noire-Bordeaux	Français	16. 4. 35	16. 4. 35	4.214	152	—	44.479
94-West Humhaw New-York-Matadi	Américain	17. 4. 35	18. 4. 35	3.385	34	227.021	—
95-Amérique Bordeaux-Pte. Noire	Français	17. 4. 35	17. 4. 35	4.867	142	1.170	1.700
96-Ft. Lamy Anvers-Kribi	—do—	17. 4. 35	17. 4. 35	3.116	38	13.101	—
97-Amstelkerk Hambourg-Douala	Hollandais	19. 4. 35	19. 4. 35	2.452	67	38.960	25.708
98-Touareg Douala-Marseille	Français	20. 4. 35	20. 4. 35	3.122	73	0.073	105.029
99-West Kebar Burutu-New-York	Américain	20. 4. 35	20. 4. 35	3.516	34	—	325.410
100-Bougainville Rotterdam-Cotonou	Français	23. 4. 35	23. 4. 35	4.362	40	—	315.767
101-Canada Marseille-Douala	—do—	25. 4. 35	25. 4. 35	5.668	163	23.574	—
102-Zarembo New-York-Matadi	Américain	25. 4. 35	25. 4. 35	3.073	32	70.544	—
103-St. Octave Pte. Noire-Anvers	Français	26. 4. 35	26. 4. 35	3.169	36	—	76.535
104-Tombouctou Marseille-Pte. Noire	—do—	27. 4. 35	27. 4. 35	3.262	44	365.845	0.375
105-Muirton Pte. Noire-Marseille	—do—	28. 4. 35	28. 4. 35	3.112	44	—	333.963
106-Alfred Jones Liverpool-Kribi	Anglais	29. 4. 35	29. 4. 35	2.155	39	34.782	—

NOMS, PROVENANCE ET DESTINATION DES NAVIRES	PAVILLON	D A T E S		TONNAGE NOMINAL	ÉQUIPAGE	T O N N A G E	
		D'ARRIVÉE	DE DÉPART			DÉBARQUÉ	EMBARQUÉ

PORT D'ANÉCHO

4-West Kebar
Burutu-New-York

Américain	19. 4. 35	19. 4. 35	3.516	34	—	99.960
-----------	-----------	-----------	-------	----	---	--------

Lomé, le 1^{er} Mai 1935.

Le Chef du Service des Douanes p. i.
Toqué

BULLETIN MÉTÉOROLOGIQUE

MARS 1935

Climatologie (1)

254

JOURNAL OFFICIEL DU TERRITOIRE DU TOGO PLACÉ SOUS LE MANDAT DE LA FRANCE

16 mai 1935

DATES	LOMÉ			NUATJA			ATAKPAMÉ			PALIMÉ			MISAHOÉ			SOKODÉ			PAGOUDA			MANGO			DAPANGO		
	(2) Pres.	(3) Temp	(4) Hygr.	(5) Pres	Temp	Hygr.	Pres.	Temp	Hygr.	Pres.	Temp	Hygr.	Pres.	Temp	Hygr.	Pres.	Temp	Hygr.	Pres.	Temp	Hygr.	Pres.	Temp	Hygr.			
1	10,9	28,5	81	93,8	29,0	88	73,0	29,1	78	28,9	75	74	62,6	27,7	74	63,1	27,1	84	63,9	29,1	46	96,3	29,5	27			
2	11,4	28,0	82	94,1	29,1	82	74,9	30,3	71	28,0	63	67	63,1	28,0	67	63,0	27,4	49	63,8	29,9	48	96,2	31,8	45		22	
3	10,5	28,3	83	93,8	29,7	82	74,3	30,3	81	28,0	68	69	61,8	27,6	69	62,3	27,8	51	62,6	30,7	42	96,0	30,6	35		35	
4	10,5	29,3	81	93,2	29,3	90	72,3	29,6	80	27,8	72	72	61,6	28,0	74	62,1	29,1	63	62,5	31,3	39	94,3		51		62	
5	10,9	29,2	79	93,1	28,1	89	70,9	29,6	71	29,1	70	70	62,1	27,8	71	62,2	27,7	58	62,9	30,8	63	94,9	32,1	55		58	
6	10,6	28,4	82	92,9	29,5	79	70,6	29,9	76	28,7	78	73	61,5	27,7	73	62,2	27,8		63,0	30,4	67	94,4	32,2	52		65	
7	99,1	28,3		91,7	29,2		69,4	30,0	73	29,0	63	63	60,7	27,3	72	60,5	28,8	39	61,4	29,3		94,1	32,0	39		63	
8	99,1	28,6	80	90,7	29,6		69,0	29,8	80	29,3	70	72	60,3	27,8	72	60,6	27,8		61,3	30,3	57	94,2	32,5	50		48	
9	98,9	29,5	78	91,1	31,0		68,6	30,5	66	28,9	72	66	60,3	28,7		60,7	28,4	63	61,5	31,1	51	93,4	32,9	44		57	
10	99,3	27,6	83	92,1	29,0	83	68,5	30,3	70	28,7	67	68	60,9	29,0	68	60,3	27,6	67	61,5	31,1	30	93,1	32,6	17		54	
11	98,6	29,3	80	91,0	29,8		68,2	30,5	77	29,4	78	65	60,5	29,2	65	60,3	27,3		61,1	31,7	36	92,9	32,7	19		59	
12	98,3	29,3	86	91,1	27,8		68,3	29,1	69	28,7	61	67	60,5	28,4	67	60,7	27,8	38	61,0	30,6	59	92,1	32,1	50		62	
13	99,0	26,5	84	91,0	28,0	81	69,0	25,8	89	26,8	80	63	60,7	28,9	63	61,4	27,1	71	61,7	29,7	60	93,8	32,6	46		60	
14	98,0	27,2	79	91,3	29,8	80	69,0	28,6	64	28,2	67	64	60,7	26,9	89	26,5	62	62	61,1	30,2	56	93,8	32,0	51		62	
15	99,0	28,1	85	91,3	28,7	82	68,3	28,7	71	28,4	67	67	60,3	29,0	64		27,7	71	60,6	31,1	63	92,9	32,8	45		63	
16	99,0	28,1	78	91,4	29,6	76	69,0	25,3	81	26,2	77	64	60,1	27,5	64	62,1	24,3	77	61,3	29,0	61	92,7	32,1	17		66	
17	99,7	27,9	77	91,3	30,2		69,8	28,5		28,1	63	75	61,7	27,0	75	62,3	26,0	69	61,9	30,9	54	91,3		33		65	
18	10,5	26,4	81	93,3	28,6		70,5		89	26,8	80	77	62,9	25,2	77	63,3	26,2	69	62,3	31,8	52	95,1	32,9	18		61	
19	99,3	28,5	83	92,5	28,9	91	70,2		79	29,8	69	67	61,3	28,2	67	62,3	26,2	63	61,9	29,8		91,2	31,1	67		67	
20	99,5	29,5	85	92,3	29,7	90	69,8	28,2	81	28,7	76	72	61,1	27,7	72	63,1	26,7	70	62,2	31,5	50	94,1	32,5	31		31	
21	99,7	28,9	79	92,6	27,8		69,7	27,2	88	28,5	72	65	61,1	27,0	65	63,1	26,0	81	62,3	30,3	54	94,2	33,0	47		53	
22	99,3	27,8	81	91,9	29,3		69,3	28,8	85	28,8	78	65	61,1	27,8	65	63,5	27,8	77	62,3	31,7	60	94,4	32,0	46		74	
23	99,4	29,4	82	92,5	27,1	98	69,3	26,9	92	27,5	77	78	61,1	26,7	78	63,8	26,8	77	62,2	31,2	63	95,0	33,0	37		76	
24	99,7	27,9	86	91,4	28,1	98	69,1	27,1	88	27,2	74	70	61,7	27,1	70	62,7	26,7	75	61,8	31,5	57	95,3	32,2	53		48	
25	98,6	27,7	77	91,4	29,8	88	68,1	29,1	75	29,4	68	68	60,7	27,3	70	61,4	27,2		60,9	31,0	71	94,8	30,0	57			
26	99,0	28,6	83	92,2	30,3		68,2	28,9	80	28,6	76	69	60,6	26,1	69	61,3	27,2		61,1	30,1	58	94,3	31,5	51			
27	99,5	28,9	80	92,3	30,0		68,6	28,4	73	29,0	63	76	60,6	25,0	76	62,9	27,7		62,1	30,5	73	94,2	32,4	48			
28	99,0	28,9	77	92,9	28,1	93	68,3	28,0	88	27,2	79	66	60,3	26,0	76	63,0	27,7		62,3	29,3	62	94,6	29,0	67			
29	99,0	26,0	89	91,5	26,8	92	68,1	28,0	73	27,4	68	69	60,9	28,1	69	63,5	26,9		61,8	29,2	59	94,1	30,1	54			
30	99,0	27,2	77	90,6	28,6	90	67,7	28,3	83	28,2	66	66	60,7	24,3	69	61,5	26,6		61,0	28,8	53	93,7	31,2	46			
31	99,4	28,2	82	91,9	29,1	95	68,6	29,0	82	28,0	77	73	61,0	27,5	73	62,7	26,6		61,8	30,1	57	94,9	31,2	47			
Moy.	99,5	28,2	81	92,1	29,0	86	69,7	28,8	79	28,3	71	71	61,1	27,3	71	62,1	27,1	66	61,9	30,4	57	94,3	31,9	49		38	

(3) En degrés centigrades

(4) En %

(1) Facteurs moyens

(2) En millibars et corrigé à 0° : 1,000 +

(5) En millibars et corrigé à 0° : 900 +

Pluviométrie ⁽⁶⁾

DATES	LOMÉ	TSÉVIÉ	ANÉCHO	PALIMÉ	MISAHOE	NUATJA	ATAKPAMÉ	KLABÉ	YÉGUE	SOKODÉ	BASSARI	PAGOUDA	MANGO	DAPANGO
1														
2				21,0			G		30,4					
3				21,5					10,2		G			
4						36,0		G						
5														
6				1,5	4,4					1,2		3,0		
7														
8				5,0	0,4			23,2			G			G
9	14,3	5,5			0,6	4,0		G	10,0					
10					31,7			G						
11				5,0		24,0	30,0	27,6	10,2					
12				20,5	17,0		3,8	8,3						
13	2,0													1,5
14														
15		0,8		8,0			5,0	17,0		38,0				
16			G		0,5			27,1						
17			3,5			7,0	1,0							
18														
19														
20				11,0		4,0	3,0	5,2			G			
21					9,0					12,5				5,7
22				1,5	0,6	14,0	11,9		10,6		G			
23		18,2					0,8				G		3,6	
24									8,3		G		9,6	G
25											G	3,5	3,3	
26														
27				11,0					4,2		1,0	11,0		4,8
28	29,5	51,3	4,5		0,6	6,0			8,3			22,0	5,8	
29								29,1	20,6	5,0				15,4
30									10,4				1,6	
31	38,6	17,2			34,0	14,0		23,1		3,1		34,0	2,0	
TOTAL	84,4	94,8	8,0	106,0	98,8	109,0	55,5	160,6	123,2	59,8	27,0	73,5	25,9	27,4

(6) Hauteur d'eau tombée en millimètres.

G: Gouttes.

PARTIE NON OFFICIELLE

« L'Administration du Territoire déclare déclinier toutes responsabilités à quelque titre que ce soit, à raison des textes insérés dans la partie non officielle. »

**Etude de M^e. Henri PATRAULT,
Notaire à Lomé (Togo)**

*Société à responsabilité limitée « MORAITIS & CLEMENT »
au Capital de 400.000 francs siège social à Lomé (Togo)*

Suivant acte reçu par M^e. Henri PATRAULT, notaire à Lomé (Togo) le trente avril mil neuf cent trente-cinq, enregistré.

Messieurs Emmanuel Jean MORAITIS, commerçant et propriétaire et Albert CLÉMENT, commerçant, tous deux demeurant à Lomé (Togo).

Ont formé une société à responsabilité limitée ayant pour objet l'exploitation d'un établissement commercial et industriel ci-après apporté ainsi que toutes opérations se rattachant à ce commerce.

La dénomination de la société est « MORAITIS & CLÉMENT ».

La durée de la société est de vingt-cinq années à partir du premier Mai mil neuf cent trente-cinq, pour finir le trente avril mil neuf cent soixante.

Le siège de la société est à Lomé (Togo).

Monsieur Emmanuel Jean MORAITIS apporte à la Société sous les garanties de droit, l'établissement industriel et commercial qu'il exploitait seul auparavant à Lomé (Togo) connu sous le nom de « E. J. MORAITIS, TOGO STORES » comprenant:

1°) La clientèle et l'achalandage y attachés, ainsi que les locaux servant à l'exploitation du dit établissement, d'une valeur de 110.000 frs., 00

2°) Le matériel, l'installation, machines et objets mobiliers servant à l'exploitation, d'une valeur de 100.000 frs., 00

3°) Les approvisionnements, les matières premières et marchandises, d'une valeur de 90.000 frs., 00

Total des apports de M. MORAITIS 300.000 frs., 00

De son côté, Monsieur Albert CLÉMENT apporte à la société une somme de Cent mille francs en numéraire, ci 100.000 frs., 00

Soit au total 400.000 frs., 00

Le capital social est fixé à la somme de QUATRE CENT MILLE FRANCS (400.000 frs.) divisé en quarante parts de dix mille francs chacune, entièrement libérées, dont trente ont été attribuées à Monsieur Emmanuel Jean MORAITIS, et dix attribuées à Monsieur Albert CLÉMENT en représentation de leurs apports.

Monsieur Albert CLÉMENT a été nommé gérant pour toute la durée de la société; il a seul le droit de signer pour la société et il a la direction exclusive des affaires. Il fera précéder sa signature des mots « Pour MORAITIS et CLÉMENT ».

Sur les bénéfices, déduction faite des charges sociales, des frais généraux et du prélèvement pour constituer le fonds de réserve prévu par la loi, il est attribué trente-trois un tiers pour cent (33 1/3 %) au gérant et soixante six deux tiers pour cent (66 2/3 %) aux parts.

Les pertes, s'il en existe, seront supportées moitié par M. MORAITIS, moitié par M. CLÉMENT.

Il a été stipulé que la société ne serait pas dissoute en cas de décès d'un associé, elle continuera avec l'associé survivant.

Une expédition de l'acte de société a été déposée au Greffe du Tribunal de Commerce de Lomé, tenant lieu de Justice de Paix, le huit Mai mil neuf cent trente-cinq.

Pour extrait et mention.

H. PATRAULT.

AVIS DE PERTE DE TITRE FONCIER

1^{er} Avis

« Le sieur Robert FIWOO, traitant, demeurant à « Tsévié, a l'honneur d'informer le public que la copie « d'un titre foncier inscrite à Lomé sous le No. 115, « Volume I, ainsi que son duplicata délivré en exécution d'un Jugement du Tribunal Civil de Lomé du « 14 Janvier 1927, ont été égarées ».

ENTREPRISES

E. BOUQUEREAU & C^{ie}

Boîte Postale 106



DAKAR

J'ACHÈTE OU J'ÉCHANGE

Contre des objets de valeur

les

Timbres-poste oblitérés

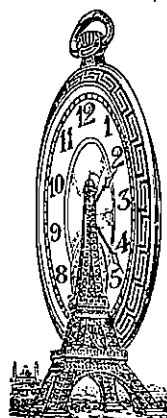
Ecrire à :

F. BELLAMY, — LANTA, H^{te} Garonne

COMPTOIR D'HORLOGERIE SOIGNÉE

"A la Tour Eiffel"

JOYEROT & JACOT



Catalogue général d'Horlogerie
Bijouterie - Orfèvrerie, adressé
gratis et franco.

Envois de choix sur demande à MM. les fonctionnaires

Facilités de paiement

Représentants sont demandés

23, rue Gambetta — BESANÇON — France

VITTEL

VILLE DE SANTÉ DES COLONIAUX

DÉSINTOXICATION

des voies urinaires: **GRANDE SOURCE**

des voies biliaires: **SOURCE HÉPAR**

DANS LE CLIMAT FRAIS TONIQUE ET
RECONSTITUANT DES VOSGES

Toutes les distractions des Grandes Villes d'Eaux

SAISON DU 25 MAI AU 20 SEPTEMBRE